

AVRIL-JUILLET 2010 :
RETOUR SUR LES ELECTIONS PARTIELLES DEPUIS LE
SCRUTIN REGIONAL

Par Jérôme FOURQUET

Directeur adjoint du département Opinion IFOP

Par Guillaume PELTIER

Directeur de *la Lettre de l'opinion*



www.lalettredelopinion.com

20 ELECTIONS PARTIELLES DEPUIS LES REGIONALES :

La gauche en force, mais le PS concurrencé ;
la droite en difficulté, mais l'UMP hégémonique

La séquence allant des régionales à ce début d'été agité n'a pas été sans conséquence sur l'échiquier politique. Dans l'opinion, la droite est abîmée et la gauche semble poursuivre son redressement selon les différentes enquêtes d'opinion. Les résultats des dernières élections partielles confirment-ils ces tendances ? Pour parfaire l'analyse, *la Lettre de l'opinion*, en partenariat avec l'IFOP, a décrypté les vingt dernières élections partielles qui se sont déroulées depuis les élections régionales : treize cantonales (taux de participation moyen de 33,7%), cinq municipales (taux de participation moyen de 51,2%) et deux législatives (taux de participation moyen de 28,35%). Certes, le faible taux de participation observé et la nature parfois très locale de ces scrutins incitent à les interpréter avec prudence mais de par leur nombre et leur diversité, ils n'en constituent pas moins un indicateur utile et synthétique de l'état des rapports de force actuels.

Les élections législatives partielles avril-juillet 2010

Deux élections législatives partielles ont eu lieu en Isère en juin 2010, dans la 4^{ème} circonscription détenue jusque là par le socialiste Didier Migaud, et dans la 10^{ème} circonscription des Yvelines, en juillet 2010, dont le siège était occupé par l'UMP/PCD Jean-Frédéric Poisson. Dans les deux cas, trois enseignements peuvent être tirés.

Entre 2007 et 2010, le total de la gauche progresse en total au 1^{er} tour (+ 2,6 points en Isère ; + 16,6 points dans les Yvelines), et le bloc de droite résiste (+ 3,8 points en Isère ; - 3,06 points dans les Yvelines) au détriment du Modem, absent dans les deux scrutins alors qu'il obtenait, en 2007, 5,96% en Isère et 11,44% dans les Yvelines.

Au sein de chacun de ces deux blocs, ni l'UMP, ni le PS ne bénéficient d'un regain d'attractivité électorale. En effet, en moyenne dans les deux scrutins, le parti présidentiel baisse de 3,7 points tandis que le PS, qui en perd 7 en Isère, avait accordé, dans les Yvelines, son soutien dès le premier tour à la candidate d'Europe Ecologie, Anny Poursinoff, forte de son score de la précédente partielle de 2009 où elle avait devancé le PS au 1^{er} tour.

Ce sont donc les autres formations politiques, Europe Ecologie surtout, Front national et le Front de gauche également, qui améliorent sensiblement leur position par rapport à juin 2007, scrutin marqué par une forte bipolarisation. Ainsi, en Isère, entre 2007 et 2010, le Front de gauche gagne près de cinq points par rapport au résultat du PC et Europe Ecologie près de neuf : 12,6% contre 3,7%. Dans le même temps, le FN améliore de quatre points son résultat désastreux de 2007 : 7,4% contre 3,4%,

sans pour autant retrouver les hautes eaux du scrutin régional (11,06%). Phénomène identique dans les Yvelines : le FN progresse de 3,5% à 7,5%. Quant au Front de gauche, il double le score du PC. Enfin, pour Europe Ecologie, il s'agit d'une véritable « révolution électorale » puisque Anny Poursinoff, qui obtenait 3,8% en 2007 (avec un PS à 21,5%), a atteint, en candidature d'union, 42,6% le 4 juillet dernier !

Ainsi, si la gauche a aisément conservé le mandat de l'Isère et conquis un bastion historique de la droite dans les Yvelines, c'est moins grâce au Parti socialiste qu'à ses alliés du Front de Gauche et tout particulièrement à l'implantation réussie d'Europe Ecologie. A noter que si la gauche semble avoir bénéficié de reports de vote quasi-parfaits, elle a également su davantage mobiliser son électorat quand l'abstention touchait particulièrement l'UMP. Ainsi, dans les Yvelines, les communes, où Jean-Frédéric Poisson enregistre ses plus importants reculs par rapport à la précédente partielle de 2009, sont celles où la participation progresse le plus, et à l'inverse, il ne parvient à maintenir ses positions ou à légèrement progresser uniquement dans les quelques communes qui ont vu la participation régresser. Tout se passe comme si dans ce scrutin test, le poids des affaires avait surtout eu comme conséquence d'amener aux urnes des abstentionnistes de gauche, cet apport venant éroder le score du candidat de l'UMP, qui lui n'a pas pu s'appuyer sur des renforts supplémentaires. Phénomène aggravant : les reports de voix du FN sur le représentant de la majorité présidentielle sont nettement moins bons qu'en 2007. Au total, le climat actuel, fortement défavorable à la droite, permet à la gauche par un surcroît de mobilisation de terminer le travail de conquête d'un fief de droite déjà très sérieusement fragilisé à l'automne dernier.

Encart : les élections municipales partielles avril-juillet 2010
Les élections municipales constituent un scrutin à part. Difficile d'en tirer des leçons. Toutefois, si l'UMP abandonne en moyenne 6,8 points dans les trois scrutins partiels (Le Canet-12 368 hab., Pont-à-Mousson-14 389 hab. et Royan-19 121 hab.) où elle était présente, la droite unie remporte deux villes : Gargenville (6 824 hab., Yvelines) avec la DVD Nicole Delpeuch qui bat le maire sortant DVG et, plus marquant, à Cesson en Seine-et-Marne (7 904 habitants), où le DVD Olivier Chaplet, à la faveur d'une forte division de la gauche, prend la place du maire sortant Jean-Marc Brulé, secrétaire national adjoint des Verts.

Les élections cantonales partielles avril-juillet 2010

De par sa diversité, la série des élections cantonales partielles organisées depuis les élections régionales est particulièrement précieuse pour estimer les évolutions récentes. Sur ces treize scrutins, le total droite/gauche est globalement stable et équilibrée : +0,4 pour le bloc des droites (49,6%) ; -0,3 pour celui des gauches (48,9%). Mais le scrutin de référence, celui des cantonales de mars 2004, constituait déjà un vrai succès pour la gauche qui avait conquis pas moins de onze

départements et obtenu 45,39% des suffrages contre 37,1% pour la droite parlementaire, le statu quo global signifiant donc un net avantage au profit de la gauche au plan national.

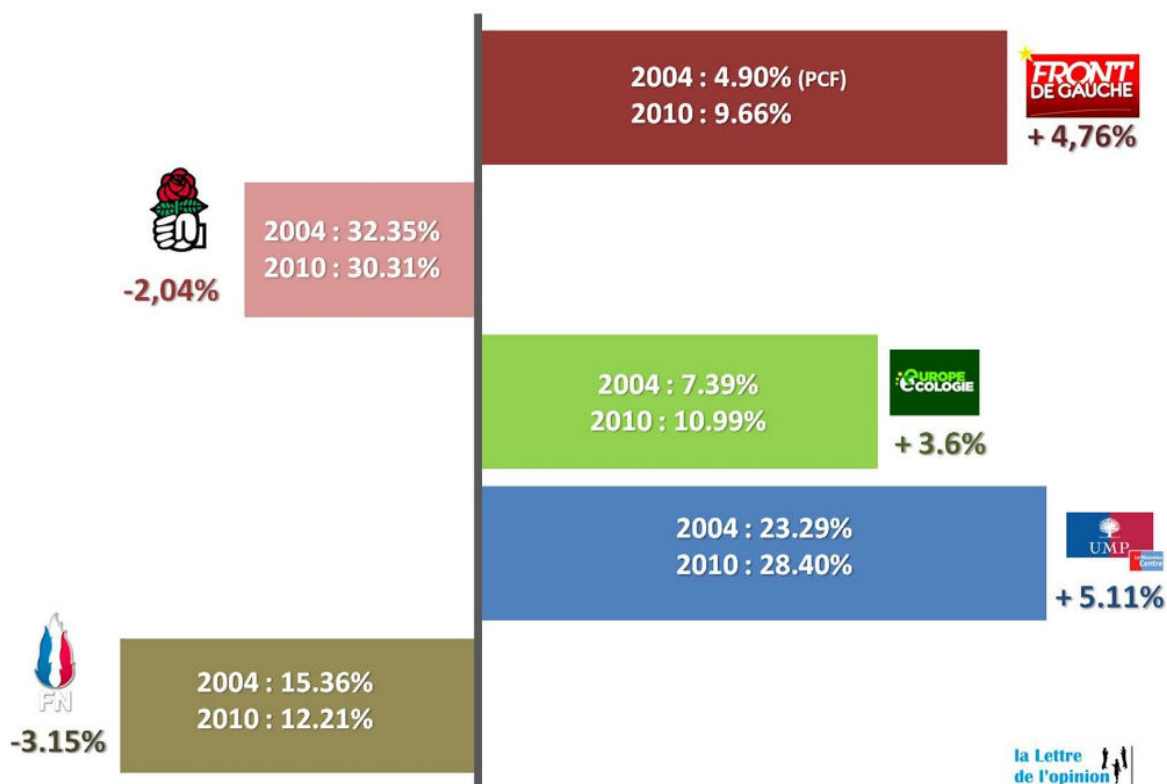
Là encore, si la gauche se maintient à un niveau élevé, c'est davantage grâce à la dynamique autour d'Europe Ecologie et du Front de gauche qu'au PS. En effet, si le Parti socialiste domine et rassemble en moyenne 30,31% des voix (contre 32,35% en 2004, soit une baisse de 2,04 points), les candidats d'Europe Ecologie, présents dans sept cantons, obtiennent en moyenne 10,99% des voix contre 7,39% en 2004, soit une progression significative de 3,6 points. Avec quelques coups d'éclat, comme lors de la cantonale partielle de La Ravoire en Savoie en avril-mai (18,8% contre 13,2% en 2004) et, mieux encore, dans le canton de Villeurbanne-centre (22,7% en juin dernier contre... 9,1% seulement en 2004). On notera d'ailleurs, dans ce canton, la capacité de la candidate d'Europe Ecologie à incarner une alternative crédible face au socialisme municipal au second tour : elle progresse de plus de vingt sept points entre les deux tours en passant de 22,7% à 49,8% et en bénéficiant sans doute d'importants reports d'électeurs de droite !

Dans le même temps, le Front de gauche a obtenu, en moyenne dans les huit cantons où il était présent, un score honorable de 10,78%. Et dans les sept de ces huit cantons où un candidat PC s'était présenté en 2004, le Front de gauche enregistre aujourd'hui une moyenne de 9,66% : c'est 4,8 points de mieux (mais aussi le double) que les scores que réalisait le Parti communiste en 2004. L'absence de candidat d'extrême-gauche dans ces cantons a sans doute aidé le Front de gauche à améliorer sensiblement les positions du Parti communiste, mais il se situe aujourd'hui 0,6 point au-dessus du total PC et extrême-gauche de l'époque. Ceci démontre sa capacité de rassemblement à la gauche de la gauche, quand le NPA, affaibli par son échec des régionales, peine à mailler le territoire et à présenter des candidats lors des scrutins partiels. Soulignons deux belles performances pour le mouvement porté par Jean-Luc Mélenchon : la cantonale partielle de Limoges-Panazol (mai-juin 2010) où Francis Baludat obtient 20,3% contre 8,95% pour la liste Front de Gauche aux régionales trois mois avant, preuve d'une excellente mobilisation de son électorat dans un contexte de faible participation (28,5% au 1^{er} tour). Et la cantonale partielle de Chénérailles (Creuse, juillet 2010) avec un score de 18,6% pour Daniel Grosvallet, candidat FG/NPA qui devance le candidat socialiste (13%). Rappelons toutefois que Daniel Grosvallet bénéficiait de son statut de candidat unique de la gauche en 2008, où il avait obtenu 38,3% des suffrages. Enfin, fort de cette dynamique unitaire à la gauche de la gauche, c'est le candidat communiste qui conquiert le siège socialiste à Houdain, dans le Pas-de-Calais.

Quant au Modem, il a peu bénéficié de ces élections partielles dans la mesure où il n'a pu présenter que trois candidats sur l'ensemble des treize partielles obtenant, grâce à l'implantation ancienne d'ex-UDF, un score moyen de 8,2%. A noter que le Nouveau Centre emporte un siège de conseiller général à Amiens sud-est, sur une terre à forte tradition centriste, face à une gauche sortante mais très divisée.

A droite, l'UMP progresse sensiblement par rapport au scrutin de 2004, rendez-vous électoral, il est vrai, assez mauvais pour la majorité présidentielle. Avec 28,4% en moyenne sur les neuf élections

partielles cantonales où elle était présente, l'UMP améliore de 5,1 points ses résultats et son candidat, Patrick Le Diffon, conquiert même le canton de Ploërmel, dans le Morbihan, au détriment du Parti socialiste, mais ce socle électoral apparaît assez étroit. Par rapport à 2004, année de basses eaux électorales où l'UMP n'obtenait que 20,96% sur l'ensemble du territoire, la comparaison est flatteuse pour la majorité présidentielle. Elle bénéficie de l'absence quasi-systématique du Modem et d'un impact des candidats DVD moins important qu'en 2004 (DVD, 11,38% en 2004). Ces élections partielles confirment le problème actuel, quasi-structurel, de l'UMP qui préempte une large partie du bloc des droites au 1^{er} tour mais parvient difficilement à franchir l'étiage des 30%...



Evolution des scores par formation politique - cantonales 2004/cantoniales partielles 2010

Pour le Front National, en revanche, la baisse est relativement notable depuis 2004 (12,21% en 2010 contre 15,36% en 2004, soit une baisse de 3,15 points) mais le scrutin cumulé des régionales et cantonales, cette année là, lui avait été, on s'en souvient, particulièrement favorable. Avec 12,21%, il conserve donc un poids important dans un contexte d'élections partielles qui démobilise, en général, son électorat mais nous n'enregistrons pas, pour le moment, de dynamique électorale qui serait alimentée par le populisme ambiant.

Si le FN chute à Amiens sud-est (-8,1 en juin 2010 par rapport à mars 2004 et -7,3 par rapport à mars 2010) ou à Troyes-2 (-5,7 par rapport à mars 2004 et -8 par rapport à mars 2010), il obtient des scores importants à Villeurbanne-centre en juin 2010 (14,8%, -1,5 par rapport à mars 2004 mais +2 par rapport aux régionales de 2010), à Houdain (13,7%, +0,6 par rapport à 2004 mais -4,4 par rapport

aux élections régionales de 2010) ou encore à Tourcoing nord-est en juillet 2010 (21,1% avec un dissident du Parti de la France contre 23,3% en 2004). Mais illustration de ses difficultés internes dans la formation de nouveaux cadres : le FN n'a présenté des candidats que dans sept partielles sur les treize. Et aucun candidat lepéniste n'a concouru dans des cantons aux scores pourtant assez élevés par le passé : Arcis-sur-Aube (17,1% en 2004) ou La Rivoire, en Savoie (13,3% en 2004).

Au final, tout en soulignant la faiblesse des taux de participation et le fort impact des considérations locales, ces vingt scrutins partiels laissent apparaître quelques nouvelles lignes de force : la capacité d'Europe Ecologie à transformer l'essai de ses succès européens et régionaux ; l'implantation du Front de gauche qui parvient à mobiliser son électorat, à la gauche du Parti socialiste, force d'appoint d'importance pour la gauche et seule capable de ressusciter le Parti communiste ; le maintien du FN à un niveau assez élevé à l'occasion de partielles qui ne lui sont habituellement guère favorables, même si aucune percée immédiate du parti lepéniste, consécutive aux affaires, ne peut être relevée. Enfin, par-delà les considérations partisans et dans un contexte de tensions accrues entre les grandes formations politiques et leurs alliés qui se font jour sur la stratégie et la répartition des circonscriptions (UMP et Nouveau Centre ; PS versus Europe Ecologie et le Front de Gauche), il est intéressant de souligner que, dans les vingt scrutins partiels, le vainqueur final fut systématiquement celui qui arriva en tête au premier tour du scrutin...

Plus largement, la gauche semble en situation de force, même si le Parti socialiste est maintenant concurrencé assez nettement par deux autres formations politiques, Europe Ecologie et Front de gauche, en capacité de s'implanter dans les territoires. Quant à la droite, elle connaît une situation globalement difficile, mais l'UMP continue de bénéficier d'une relative hégémonie au sein de cet électorat. Deux enjeux se dessinent donc à neuf mois des prochaines élections cantonales de mars 2011 : pour la droite, stopper l'hémorragie et la perte de trente-quatre départements depuis 1998 ; pour la gauche, poursuivre son implantation territoriale avec en ligne de mire l'éventuelle conquête du Sénat à l'automne 2011...